

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et
de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 22/05/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENSIO SUD

impasse d'estarac
31360 Boussens

Références : 2024-253
Code AIOT : 0100045730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2024 dans l'établissement ENSIO SUD implanté impasse d'estarac 31360 Boussens.

Interrogé dans le cadre de la déclaration GEREP, la société MAZAUD, le dernier exploitant régulièrement autorisé, a informé l'inspection des installations classées de l'arrêt de l'activité de transit des poteaux créosotés sur son site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENSIO SUD
- impasse d'estarac 31360 Boussens
- Code AIOT : 0100045730 Installation : Avec Titre ☐ Sans Titre ☒
- Régime : NEANT
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'entreprise ENSIO SUD, anciennement ETE RESEAUX, assure notamment, dans le cadre de son activité, l'aménagement et la mise en service des réseaux de communication. Elle s'adresse aux opérateurs télécoms et aux entreprises pour leurs réseaux de données, leurs réseaux de téléphonie et réseaux informatiques (VDI).

De par son activité, elle est amenée à remplacer ou enlever des poteaux électriques usés (dont certains sont en bois traités à la créosote) qu'elle regroupe sur son site de BOUSSENS avant élimination.

Le site, situé impasse d'Estarac sur la commune de BOUSSENS, où transitent les poteaux usagés de bois traités à la créosote, est classé à autorisation sous la rubrique n°2718 pour une quantité de 20 tonnes.

Cette exploitation fonctionne au bénéfice des droits acquis par antériorité, acté par courrier préfectoral en date du 09 novembre 2012 au bénéfice de la société MAZAUD. (un changement d'exploitant est attendu, cf. fiche de constat n°1).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Changement d'exploitant et cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	changement d'exploitant	Code de l'environnement du 26/04/2024, article R.187-41	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
2	cessation d'activité	Code de l'environnement du 26/04/2024, article R. 512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'activité de transit des poteaux créosotés a été reprise sur le même site d'exploitation par la société ENSIO SUD, sans avoir au préalable déclaré le changement d'exploitant et ni la cessation d'activité de cette installation de transit en juin 2023. Il s'agit de faits pour lesquels des éléments démontrant la conformité des installations sont attendus de la part de l'exploitant.

L'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/04/2024, article R.187-41
Thème(s) : Situation administrative - Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. [...]
Constats : La société MAZAUD a informé l'inspection des installations classées de l'arrêt de l'activité de transit des poteaux créosotés le 1er avril 2022 et du déménagement des bureaux par courrier électronique du 15 mai 2023. L'inspection s'est rendue sur les lieux afin de vérifier la situation effective du site. L'inspection a constaté l'absence de stockage de poteaux électriques usagés. Le site n'est donc plus exploité. Or, l'exploitation de l'activité de transit des poteaux créosotés a été reprise sur le même site d'exploitation par la société ENSIO SUD jusqu'en juin 2023, sans que celle-ci n'ait au préalable déclaré le changement d'exploitant (exploitation du site du 1er avril 2022 au 30 juin 2023). La société MAZAUD louait les bureaux et l'exploitation à la société ENSIO SUD. La société MAZAUD a transmis les factures des périodes d'exploitation de la société ENSIO SUD à l'inspection. Le nouvel exploitant n'a donc pas notifié au préfet le changement d'exploitant et la cessation d'activité du site avant sa mise à l'arrêt (cf. fiche de constat 2).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois

N° 2 : cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/04/2024, article R. 512-39-1

Thème(s) : Situation administrative - cessation d'activité

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

La société MAZAUD a informé l'inspection des installations classées de l'arrêt de l'activité de transit des poteaux créosotés sur ce site par courrier électronique du 15 mai 2023.

L'inspection s'est rendue sur les lieux, afin de vérifier la situation effective du site.

L'inspection a constaté l'absence de stockage de poteaux électriques usagés. Le site n'est actuellement plus exploité.

La société MAZAUD, exploitant régulièrement autorisé pour ce stockage, a exploité le site jusqu'au 1er avril 2022. Ensuite, l'exploitation de l'installation a été reprise à la société ENSIO SUD du 1er avril 2022 jusqu'au 30 juin 2023 sur le même site d'exploitation.

La société MAZAUD louait les bureaux à la société ENSIO. La société MAZAUD a transmis les factures correspondantes durant les périodes d'exploitation de la société ENSIO SUD à l'inspection.

La société ENSIO SUD a donc bien assuré l'exploitation du site du 1er avril 2022 au 30 juin 2023 sans avoir déclaré de changement d'exploitant ni, par la suite, de cessation d'activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société ENSIO SUD doit donc notifier au préfet, au plus tôt, la cessation définitive de son activité sur le site de Boussens. Cette notification doit préciser les mesures prises pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité du site.

La bonne mise en œuvre de ces mesures de mise en sécurité doivent être attestées par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.

En application des dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement, l'usage futur des terrains devra être déterminé en accord avec la mairie et le propriétaire, et une fois cet usage déterminé, la société ENSIO SUD devra transmettre au préfet un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés au L 511-1 du code de l'environnement.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 Mois